

DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA FSU AU CTSD DU 25 JANVIER 2021



RENTREE 2021 : NOUS NE VOULONS PAS ETRE CHOYES MAIS RECONNUS !

Tout le monde se souvient des propos du premier Ministre assurant : "L'Education Nationale, notre majorité l'a particulièrement choyée et nous allons continuer de la faire".

Ces propos, dont on se demande s'ils relèvent du cynisme ou de la bêtise communicationnelle", révèlent l'inanité du slogan "L'Ecole de la confiance". Ils contribuent à alimenter la colère des personnels et nourrissent la mobilisation pour la grève du mardi 26 janvier à laquelle, dans la Drôme, appellent toutes les organisations :

FSU, CGT, FNEC-FO, SUD, SNALC, SGEN 26, SE-UNSA 26.

Cet arc unitaire traduit bien la gravité de la situation à laquelle conduisent les choix délétères du Gouvernement, orchestrés par un Ministre de l'EN, plus soucieux de communication que d'amélioration du Service Public, fût-ce au prix de l'instrumentalisation d'un pseudo syndicat lycéen ou de distorsion de la réalité.

La gestion de la crise sanitaire pourrait passer pour de l'impréparation si elle ne relevait pas en fait d'un mépris pour les personnels, d'une obstination idéologique et d'une volonté de casse l'Ecole Publique : assiduité "optionnelle", décision incompréhensible de suspendre les cours d'EPS en intérieur, instrumentalisation pour généraliser le contrôle continu, etc.

M. Blanquer voudrait passer pour le Monsieur Plus du "protocole renforcé" mais l'absence de règles nationales pour un allègement des effectifs sur tous les niveaux apparaît comme une **insulte** à la Science et à la Raison : qui peut croire que tel lycée de Valence puisse fonctionner comme un îlot de sérénité dans un océan de contamination ? Toutes ces décisions aboutissent à saper la confiance en l'Ecole Publique au profit du Privé, quand elles ne visent pas sciemment à en affaiblir le caractère national.

Les moyens alloués pour la rentrée 2021 sont inversement proportionnels aux déclarations du Ministre qui élève au rang de l'art la pratique du pipeau. Alors que la crise sanitaire et maintenant sociale exige une politique volontariste, en termes d'emplois notamment, les personnels et les parents mesurent la différence entre la priorité affichée et la réalité des moyens.

Le CTSD précédent, consacré à la carte scolaire, aura démontré l'insuffisance des postes dans le Premier degré ainsi que la pénurie de moyens pour la direction d'école, le renforcement des RASED ou le remplacement. Dans le Second Degré, la suppression de 160 postes et la hausse du volume d'HSA auront au niveau départemental de lourdes conséquences sur les emplois, sur les groupes à effectifs réduits, sur l'offre de formation optionnelle, sur les conditions de travail et d'étude (personnels, élèves). Le SNES-FSU ne manquera pas de pointer l'écart entre des discours lénifiants de l'Institution et une réalité moins flatteuse qui n'épargne ni les collèges, ni les lycées généraux et technologiques, ni la voie professionnelle.

Pour terminer, les personnels ont du mal à se croire "choyés" quand ils analysent **"la revalorisation historique"** vantée par le Ministre : l'aumône de 150 euros pour équipement informatique est insultante, d'autant plus qu'elle exclut CPE, Documentalistes, AED, AESH. Au lieu d'une hausse du point d'indice, le Ministre, si disert sur la notion d'équipes et si familier des comparaisons internationales, a choisi de verser aux seuls enseignants des primes qui laisseront de côté 69% d'entre eux.

De même, dans une même logique de morcellement du Service Public d'Education, le Gouvernement utilise **le projet de Loi 4 D pour nuire aux intérêts des familles et satisfaire partiellement la soif de pouvoir des barons locaux**, à un moment où il faut séduire les Collectivités locales. Le passage des gestionnaires sous la double tutelle de l'EN et des départements, pour résumer entre le marteau et l'enclume, créera inévitablement des conflits d'intérêts qui ne profiteront pas aux familles et aux élèves. Quant à la décentralisation de la Santé Scolaire transférée aux Départements, elle signe le déclassé salarial des personnels et la mort d'une politique de prévention au service de la réussite des élèves, la Ministre des Collectivités Mme Gourault se défendant de vouloir sortir les infirmières des établissements scolaires mais ne pouvant garantir que des Départements ne le feront pas.

Au delà de ces discours de sophistes ou de jésuites, la FSU dénonce cette politique de démantèlement du Service Public d'Education, qu'elle passe par l'assèchement des moyens ou le dévoiement de la décentralisation. Les personnels ne demandent pas être "choyés" comme des enfants sages mais exigent de la considération, des rémunérations décentes et des moyens pour assurer leurs missions au service des élèves.

